

Séminaire européen

SIG – Les enjeux des élections de juin 2009

Bruxelles 13 novembre 2009

Programme et inscription sur www.celsig.org

Télécommunications

♦ **Paquet télécom** : Le Parlement européen a adopté en première lecture mercredi 24 septembre dernier quatre rapports sur le paquet télécom relatif à la révision du cadre réglementaire des communications électroniques présenté par la Commission européenne le 13 novembre 2007.

Le rapport de Pilar del Castillo (PPE-DE, Espagne) retient, à la place de l'autorité européenne des télécommunications financée uniquement par des fonds communautaires que proposait la Commission, un "bureau des régulateurs européens des télécommunications" (BERT) composé des vingt sept autorités nationales de régulation qui recevra un financement mixte UE/Etats membres selon une répartition à définir. Le BERT émettra des avis et des recommandations à destination de la Commission et des régulateurs nationaux.

Le rapport de Catherine Trautman (PSE, France) sur les communications électroniques retient une gestion nationale du spectre radio et non la gestion communautaire proposée par la Commission. En matière de planification stratégique, de coordination et d'harmonisation pour l'utilisation du spectre, il invite les Etats membres à coopérer entre eux et avec la Commission. Cette dernière est invitée à présenter une proposition législative en vue de l'établissement d'un programme d'action pour le spectre électronique

Le rapport de Patrizia Toia (ADLE, Italie) sur l'utilisation du spectre libéré par le passage au numérique, ou dividende numérique, invite les Etats membres à déterminer d'ici fin 2009, en coopérant entre eux et avec la Commission, la répartition du dividende, et à réaffecter une partie du spectre sous utilisé par les militaires à des fins civiles.

Le rapport de Malcolm Harbour (PPE-DE, Royaume-Uni) sur la protection des consommateurs, notamment, laisse au soin des Etats membres la lutte contre le piratage, retient l'obligation de fournir un service minimal de qualité déterminée, accessible à tous selon un prix déterminé, ainsi qu'une durée maximale des contrats d'abonnement de deux ans avec possibilité d'interruption au bout d'un an.

Voir également bulletins 227 et 239/240.

♦ **Service universel internet haut débit ?** : La communication du 25 septembre 2008 sur le deuxième examen de la portée du service universel dans les réseaux et services de communications électroniques, conformément à l'article 15 de la directive 2002/22/CE de la Commission européenne, constate que si le taux d'abonnement à la téléphonie mobile est très élevé dans l'UE (112%), il n'en est pas de même pour l'accès à l'internet à haut débit : 7% de la population européenne n'y a pas accès, dont 30% en zone rurale, .../...

European Seminar

SIG – Challenges of the European elections of June 2009

Brussels 13th November 2009

Programme and registration at: www.celsig.org

Telecommunications

♦ **Telecom package**: On Wednesday 24th September 2008 The European Parliament adopted, at first reading, four reports on the telecoms package regarding the reform of the regulatory framework for electronic communications that was presented by the European Commission on 13th November 2007.

The report by Pilar del Castillo (EPP-ED, Spain) upholds the "Body of European Regulators in Telecommunications (BERT) composed of twenty seven national regulatory authorities and which will receive mixed EU/Member States funding in proportions that are to be defined, to replace the European telecommunications authority financed solely by funds from the Community. The BERT will provide advice and recommendations to the attention of both the Commission and national regulators.

The report by Catherine Trautmann (PES, France) on electronic communications upholds national management regarding radio spectrum as opposed to the community management which was proposed by the Commission. Concerning strategic planning, coordination and harmonisation in the utilisation of the spectrum, it invites Member States to cooperate amongst themselves and with the Commission. The latter is called on to submit a legislative proposal to set up an action program for the electronic spectrum

The report by Patrizia Toia (ALDE, Italy) on the use of radio spectrum freed by the switchover to digital, or by dividends therefrom, invites Member States to determine, by the end of 2009 and through cooperating amongst themselves and with the Commission, the distribution of dividends and how to reallocate spectrum under utilised by the military for civilian purposes.

The report by Malcolm Harbor (EPP-ED, UK) on consumer protection, in particular, leaves the fight against piracy in the hands of Member States, upholds the obligation to provide a quality minimum service, accessible to all according to a fixed price, as well as a maximum duration for subscriptions of two years with the possibility to bow out after one year.

See also bulletins 227 and 239/240.

♦ **Universal service for broadband Internet?** : The Communication dated 25th September 2008 on the second review of the scope of universal service in networks and electronic communications services, in accordance with Article 15 of Directive 2002/22/EC of the European Commission, observes that whereas the number of subscriptions for mobile phones is very high in the EU (112%), it is not the case for broadband Internet access: 7% of the population has no access, of which 30% are in rural areas, .../...

avec de grandes disparités régionales. Le rapport pose, en conséquence, la question de l'extension des obligations de service universel contenues dans la directive sur les communications électroniques au haut débit et estime que la réforme de la gestion du spectre radio-électrique permettra d'y parvenir. Communication et consultation sur

http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecom/doc/library/communications_reports/universal_service/572_final_fr.pdf

Consultation publique

Estimant que l'UE pourrait prendre la tête du passage à la prochaine génération de l'internet, la Commission européenne lance une consultation sur la nouvelle génération de l'internet Web 3.0 jusqu'au 28 novembre 2008.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/08/1422&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=enl>

Cour de justice

♦ **Aides d'Etat / Autonomie institutionnelle, procédurale et économique d'une entité administrative territoriale.** Dans un arrêt C-428/06 à 434/06 du 11 septembre 2008, la Cour précise les critères permettant de vérifier, en matière d'aides d'Etat, l'autonomie institutionnelle, procédurale et économique d'une entité territoriale par rapport au pouvoir central.

La Cour répond à une question préjudicielle posée suite à un recours en annulation du syndicat espagnol UGT et deux communes autonomes espagnoles contre une législation adoptée en 2005 par les trois entités administratives (ou Territoires Historiques) constituant le Pays Basque espagnol. Cette législation, que les requérants estiment sélective et contraire aux dispositions de l'article 87.1 sur les aides d'Etat, prévoit l'application d'un taux d'imposition sur les entreprises inférieur au taux fixé par la loi espagnole et une série de dérogations fiscales.

Selon la Cour, l'autonomie institutionnelle existe puisque les trois entités et la communauté du Pays Basque espagnol sont dotés par la Constitution d'un statut politique et administratif distinct de celui du gouvernement central. Sur l'autonomie procédurale, il appartient au juge national de vérifier que le gouvernement espagnol ne peut pas intervenir directement dans le processus d'adoption de la loi territoriale. Sur l'autonomie économique et financier, il appartient au juge national de vérifier que la réduction du taux d'imposition n'est pas compensé par des concours ou subventions provenant d'autres régions ou de l'Etat central, soit que le calcul de la quote part que verse le Pays Basque au budget espagnol permet de faire compenser la mesure fiscale par le gouvernement central, soit que la législation incriminée entraîne des compensations occultes tels que ceux résultant d'une caisse unique de sécurité sociale, d'un service public minimal assuré par l'Etat, d'un Fonds de compensation interterritorial, ou d'autres.

♦ **TVA et organisme de droit public** : dans un arrêt C-288/07 du 16 septembre dernier, la Cour dit que seules les activités commerciales des organismes de droit public peuvent déroger à la directive TVA. En l'occurrence, le juge britannique devra vérifier que la gestion de parcs de stationnements payants concernés relève bien de la fonction publique.

behind these figures are large regional disparities. The report, therefore, raises the question of extending universal service obligations contained in the directive on electronic communications to broadband and, believes that a review of the management of electric-radio spectrum will help to achieve it. Communication and consultation available at:

http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecom/doc/library/communications_reports/universal_service/572_final_en.pdf

Public Consultation

Considering that the EU could lead the transition into the next generation of the Internet, the European Commission has launched a consultation on the new generation of Internet Web 3.0 running until the 28th November 2008.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/08/1422&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=enl>

Court of Justice

♦ **State aid / Institutional, procedural and economic autonomy of a territorial administrative entity.** In its joint ruling C-428/06 to 434/06 of 11th September 2008, the Court specified criteria that will make it possible to verify, with regard to state aid, the institutional, procedural and economic autonomy of a territorial authority in its relation to the central government.

The Court was responding to a preliminary question posed following an appeal for annulment lodged by the Spanish UGT trade union and two Spanish autonomous communities against the legislation passed in 2005 by the three administrative authorities (or Historical Territories) that make up the Spanish Basque Country. This legislation, which the applicants consider to be selective and contrary to the provisions of Article 87.1 on state aid, provides for a tax rate on businesses, which is below the rate set by the Spanish law, as well as a series of tax exemptions.

According to the Court, institutional autonomy is justified because the three entities and the community of Spanish Basque region have, according to the Constitution, a political and administrative status which is distinct from the central government. On procedural autonomy, it is up to the national court to verify whether the Spanish government cannot intervene directly in the process of adopting the territorial law. On the economic and financial autonomy, it is also up to the national court to determine whether reducing the tax rate is not offset by subsidies or assistance from other regions or from the central government or, whether the calculation of the share injected by the Basque into the Spanish budget can offset the tax measure by the central government and whether the legislation in question leads to hidden compensation, such as those resulting from, a single social security fund, minimum public services provided by the State, an interjurisdictional compensation fund or others.

♦ **VAT and public law:** in its decision n° C-288/07 of 16th September 2008, the Court ruled that only commercial activities falling under the public law may waive the VAT Directive. Therefore in the case at hand, the British judge would have to verify that the running of paying parking places falls within the public service.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.